

Chapitre 11

Le traitement des difficultés de l'entreprise

1 Application 1

Précisez :

- qui va saisir le tribunal compétent ;
- les éléments qui vont figurer dans le jugement d'ouverture de la procédure collective choisie par le tribunal.

Cas	Éléments caractéristiques de la situation	Procédure ouverte	Qui saisit le tribunal ?	Contenu du jugement d'ouverture
M. Claude	Non règlement des deux dernières factures de ses fournisseurs.	Aucune, pour l'instant... ce règlement peut être seulement en retard.		
Société Marbel	Vient de perdre deux clients importants, représentant 45 % du chiffre d'affaires.	Si il y a une difficulté financière de nature à entraîner la cessation des paiements : procédure de sauvegarde.	Le représentant légal de la société.	<ul style="list-style-type: none">• Durée de la période d'observation.• Désignation des organes de la procédure (administrateur judiciaire...) → cf. détail dans le cours.
Entreprise Tous bois exotique	Non paiement des salaires des deux mois qui viennent de s'écouler.	Le passif exigible paraît inférieur à l'actif disponible : il y a cessation des	Déclaration de cessation des paiements par le dirigeant.	<ul style="list-style-type: none">• Durée de la période d'observation.• Désignation

		<p>paiements.</p> <p>L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.</p>		<p>des organes de la procédure (administrateur judiciaire...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fixation de la date de cessation des paiements <p>→ cf. détail dans le cours.</p>
<p>Restaurant Mer et Soleil</p>	<p>Plusieurs faits importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • licenciement, il y a deux mois, de cinq salariés sur les dix de l'entreprise ; • pas de règlement des cotisations sociales depuis six mois et des impôts depuis huit mois ; • concurrence d'un important complexe commercial qui s'est installé il y a environ huit mois à proximité du restaurant. 	<p>La situation ne peut manifestement pas être redressée ; la liquidation judiciaire doit être envisagée.</p>	<p>Notamment : déclaration de cessation des paiements ou assignation en redressement judiciaire par un créancier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Durée de la période d'observation. • Désignation des organes de la procédure (liquidateur...) • Fixation de la date de cessation des paiements <p>→ cf. détail dans le cours.</p>
<p>Association Loisirs et Culture</p>	<p>L'association :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a dû annuler un tiers des voyages programmés dans le catalogue 	<p>A priori, l'association adapte son offre de voyage à la demande... et optimise la gestion</p>		

	pour l'exercice en cours ; <ul style="list-style-type: none"> il y a deux mois, a acheté à crédit un équipement informatique performant pour optimiser le traitement des dossiers de ses clients et a conclu un nouveau contrat de bail dans des locaux plus spacieux et plus récents. 	des dossiers de ses clients. Pas de procédure collective.		
--	--	--	--	--

2 Application 2

Précisez :

- l'étendue de la mission de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur ;
- les mesures qui peuvent être prises relativement au(x) dirigeant(s) de l'entreprise dans le jugement qui arrêtera le plan ;
- le cas échéant, si l'entreprise va faire l'objet d'une cession partielle ou totale.

Cas	Procédure collective	Mission administrateur ou liquidateur	Mesures visant les dirigeants	Cession totale ou partielle de l'entreprise
SA SIO	Redressement judiciaire	Administrateur judiciaire : administre à la place des dirigeants.	<ul style="list-style-type: none"> Remplacement Vente des titres 	Non, a priori.
Société Lorient	Sauvegarde	Administrateur judiciaire : assiste ou	A priori, aucune.	Cession de la filiale (cf.

		surveille les dirigeants.		restructuration).
M. Thierry	Liquidation judiciaire	Liquidateur : remplace le dirigeant, car il administre l'entreprise.	Fin des fonctions par la disparition de l'entreprise.	Cession totale... le cas échéant en plusieurs éléments.

3 Application 3

1. Quel est le cadre juridique de ce litige ?

La société Ebrex rencontre des difficultés : elle a fait l'objet d'une procédure de sauvegarde en application de la loi du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises. Quand une telle procédure est ouverte par le tribunal, les créanciers doivent déclarer leurs créances dans le délai légal (2 mois à compter de la publication du jugement d'ouverture de la procédure au BODACC). A défaut de déclaration dans le délai légal, les créanciers sont forclos.

Les créanciers peuvent demander au tribunal de les relever de leur forclusion. Les institutions de retraite et de prévoyance Carcept ont déclaré hors délai une créance de cotisations et ont sollicité un relevé de forclusion.

2. Pourquoi la société Ebrex conteste-t-elle le relevé de forclusion ?

La société Ebrex conteste le relevé de forclusion accordé à Carcept car elle prétend qu'elle n'a pas commis de faute. En effet :

- l'omission de la créance de la Carcept dans la liste des créanciers établie par la société Ebrex n'est pas volontaire et n'a pas été faite dans le but de dissimuler sa dette. La mauvaise foi de la société Ebrex doit être prouvée ;

- si le caractère volontaire de l'omission de la créance par la société Ebrex est prouvé, il faut aussi démontrer le lien de causalité entre cette omission et la déclaration tardive de la créance par la Carcept... La société Ebrex prétend que la Carcept avait été informée de la situation de la société Ebrex (son débiteur) à une date où elle pouvait encore déclarer sa créance dans le délai légal.

3 Sur quels motifs se fonde la Cour de cassation pour rejeter le pourvoi ?

La Cour de cassation rejette le pourvoi aux motifs que :

- la société Ebrex avait connaissance de l'existence de la Carcept en tant que créancier ; par conséquent, l'omission du nom de la Carcept sur la liste des créanciers a été volontaire ;

- en conséquence, la Carcept qui demande un relevé de forclusion n'a pas à prouver l'existence d'un lien de causalité entre son omission de la liste et le fait qu'elle a déclaré sa créance hors délai.

4 Application 4

1. Reconstituer la chronologie des faits et de la procédure dans cette affaire.

- 11 juin 2006 : un jugement met en redressement judiciaire la société Michel Brau entreprise (la société Brau) dont M. Brau était le gérant. L'état de cessation de paiement des paiements est fixé à cette date ;
- 5 mars 2007 : un jugement met en liquidation judiciaire la société Brau. La société François Legrand est nommé liquidateur ;
- Le liquidateur reproche à M. Brau de ne pas avoir déclaré l'état de cessation des paiements dans le délai légal de 45 jours, et il l'assigne en paiement des dettes sociales ;
- 26 janvier 2012 : un arrêt de la cour d'appel de Pau rejette la demande du liquidateur.

2. Quel est l'intérêt de cet arrêt quant à la définition de la cessation des paiements ?

La cour d'appel de Pau donne une définition relativement extensive de la cessation des paiements :

- le passif exigible et exigé est apparu le 11 décembre 2006 lors de la révocation du moratoire sur les dettes sociales et fiscales (et non le 11 juin 2006) ;
- la valeur du fonds de commerce (qui a été mis en vente depuis près de trois ans) doit être prise en compte dans l'actif disponible.

Elle en déduit que M. Brau a bien agi en déclarant l'état de cessation des paiements de la société Brau le 11 décembre 2006.

Mais la Cour de cassation déclare :

- pour savoir s'il y a cessation des paiements : il n'est pas nécessaire de rechercher si le passif exigible a été effectivement exigé dès lors que le débiteur n'a pas indiqué « qu'il disposait d'une réserve de crédit ou d'un moratoire de la part de ses créanciers lui permettant de faire face à son passif exigible » ;
- qu'un fonds de commerce qui n'est pas encore vendu ne constitue pas un actif disponible.

La Cour de cassation retient une définition de la cessation des paiements qui prend en compte le caractère effectif des opérations effectuées par les entreprises et recherche l'application précise de la loi.